

SOUS COMMISSION DÉPARTEMENTALE DE SÉCURITÉ DE LA SARTHE

SDIS de la Sarthe
Sous direction des moyens opérationnels
Groupement Organisation et Coordination des Secours
Service prévention
Dossier étudié par : Romain PEREZ/plh
Tél : 02.43.54.66.85 / 66.86 / 66.87
Courriel : serv.prev@sdis72.fr
Fax : 02.43.74.37.86

PROCÈS-VERBAL

OBJET : Contrôle des établissements recevant du public

La Sous Commission Départementale de Sécurité s'est réunie le **01/02/2024** en séance plénière en vue d'approuver, conformément aux dispositions des articles R.143-1 à R.143-47 du code de la construction et de l'habitation et du décret n° 95-260 du 8 Mars 1995, le rapport du groupe de visite de la Commission de Sécurité de l'Arrondissement de Mamers établi après la visite réalisée le **09/01/2024** de l'établissement ci-dessous :

Commune :	SAINT CALAIS
Établissement :	E 269 00044 001 - EHPAD SAINT SEBASTIEN 20 bis rue de la Perrine
Catégorie :	4ème cat.
Type principal :	J

AVIS

Considérant les propositions du groupe de visite, la Sous Commission Départementale de Sécurité de la Sarthe propose la réalisation des prescriptions mentionnées dans le rapport du groupe de visite et émet un avis :

FAVORABLE
à la poursuite d'exploitation de cet établissement

Les travaux, soumis ou non à permis de construire, ne peuvent être exécutés qu'après autorisation du maire donné après avis de la commission de sécurité. Il en est de même pour toute création, tout aménagement ou toute modification de l'établissement.

Le contrôle exercé par l'administration ou par la commission de sécurité ne dégage pas les constructeurs, installateurs et exploitants des responsabilités qui leur incombent personnellement (articles R.143-22 et R.143-34 du Code de la Construction et de l'Habitation).

Le Président de la Commission,
M



<p style="text-align: center;">RAPPORT DU GROUPE DE VISITE DE la Commission de Sécurité de l'Arrondissement de Mamers</p>
--

RAPPORT DU GROUPE DE VISITE DU : 09/01/2024

<u>Établissement :</u>	E 269 00044 001 - EHPAD SAINT SEBASTIEN
<u>Adresse :</u>	20 bis rue de la Perrine 72120 SAINT CALAIS
<u>Type et Catégorie :</u>	J - 4ème cat.
<u>Objet de la visite :</u>	Visite périodique
<u>Périodicité des visites :</u>	36 mois
<u>Date dernière visite périodique et avis :</u>	* 05/01/2021 - avis favorable

COMPOSITION DU GROUPE DE VISITE

Membres ayant voix délibérative :

Le maire :	M. MERCIER
Le représentant du DDSIS :	M. le capitaine PEREZ

Assistaient également à la réunion de la commission (membres ayant voix consultative) :

- Mme BOUFFLERS, SSIAP 1
- M. TESSIER, responsable technique
- Mme LECORNUE, cadre FF
- M. CARRE, responsable Dpt maintenance et sécurité

RÈGLEMENTATION

Cet établissement est soumis aux dispositions du règlement de sécurité du 25 juin 1980, annexé aux articles R.143-1 à R.143-47 du code de la construction et de l'habitation, traitant de la protection contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public, ainsi qu'au décret 95-260 du 8 mars 1995 relatif à la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité.
Le non respect de ces réglementations est passible des sanctions prévues aux articles L. 143-3, R. 184-4 et R. 184-5 du code de la construction et de l'habitation.

HISTORIQUE DE L'ÉTABLISSEMENT

N° de PC ou d'AT	Objet	Date d'étude par la SCDS	Date de réception des travaux ou devenir de la demande
PC.269.09.T1958	Restructuration	28.05.2009	29.02.2012
AVIS SCDS	Etude du cahier des charges fonctionnel du SSI de catégorie A	25.08.2011	29.02.2012
AVIS SCDS	Avis technique sur la sécurisation du site	18/02/2021	

DESCRIPTIF DE L'ÉTABLISSEMENT

La visite a été réalisée sous la conduite de M. TESSIER, responsable technique.

Descriptif :

Bâtiment à R + 2 isolé des tiers par éloignement.

NIVEAU R - 1 (niveau 1)

- 13 chambres
- local linge propre
- local ménage
- machinerie ascenseur
- chaufferie
- local réserves
- local matériel
- local TGBT

NIVEAU RDC (niveau 2)

- 12 chambres
- rangements (5)
- vestiaires hommes
- vestiaires femmes
- local poubelles avec SAS
- stockage sale
- lingerie centrale
- salle de repos du personnel
- hall d'entrée
- 3 bureaux
- local IDE soins
- local SSI
- buanderie
- salon des familles
- cuisine thérapeutique
- salle polyvalente, activités manuelles
- local coiffure esthétique
- réserve
- local lave bassins

NIVEAU R + 1 (niveau 3)

- 20 chambres
- linge propre
- rangements (2)
- salle de bains commune
- salon
- offices propre et sale
- salle à manger
- local lave bassins
- local ménage
- 6 logements
- 3 débarras dans la zone des logements

VERIFICATIONS TECHNIQUES

Contrôle des vérifications techniques obligatoires (visite périodique) :

NATURE	VÉRIFICATEUR	DATE	OBSERVATIONS
Installations électriques	APAVE	11/04/2023	
Éclairage de sécurité (BAES)	Mme BOUFFLERS (interne)	23/12/2023	
Source de remplacement - groupe électrogène de sécurité (livret d'entretien)	ENERIA	09/03/2023	
Installation de gaz (étanchéité du réseau)	APAVE	26/06/2023	
Installation de chauffage (gaz)	ADIAMS	24/10/2023	
ramonage des conduits de fumée			
climatisation réversible (filtre)			
Appareils de cuisson électricité (<20 kW)	QUIETALIS	13/12/2023	
Hottes - circuits d'extraction d'air vicié de buées et de graisses (cuisine)	TSF	20/07/2023	
Ascenseurs : x2			
- contrat annuel d'entretien	OTIS	21/11/2023	
- contrôle quinquennal par organisme agréé	APAVE	08/01/2020	Obs. levées par OTIS
Système de sécurité incendie de catégorie A :			
- contrat annuel d'entretien	DEF	13/11/2023	
- contrôle triennal par organisme agréé (1 ^{er} groupe)	APAVE	07/07/2021	
- contrôle triennal désenfumage mécanique			
- système d'alarme type 1			
Installation de désenfumage (tirer lâcher, CO ₂) cages d'escalier	DMF	23/11/2023	
Extincteurs portatifs	IPS	21/12/2023	
Portes automatiques (contrat annuel d'entretien)	RECORD	18/11/2023	

Contrôles (art. MS74) :

Lors des visites périodiques effectuées par les commissions de sécurité, toutes dispositions doivent être prises par l'exploitant pour permettre le contrôle efficace des moyens de secours. A cet effet, la direction doit mettre en place le personnel et le matériel nécessaire aux essais de fonctionnement.

Autres vérifications :

Registre de sécurité tenu à jour : oui

Formation du personnel :

- manipulation des extincteurs : 24 personnes
- exercice d'évacuation : à poursuivre
- système de sécurité incendie : Personnel de surveillance nocturne formé à 100 pour 100

Surveillance de l'établissement (ERP de type J,+héb) : minimum 2 personnes

Contrat de maintenance SSI en 4 h : oui

Téléphone filaire (les téléphones sur box sont interdits) - Consignes : oui

Plan de l'établissement : oui

Défense extérieure contre l'incendie :

- Poteau d'incendie à moins de 200m de l'établissement : oui

CLASSEMENT

Classement :

Calcul selon l'article J2

Mode de calcul de l'effectif admissible :

- Déclaration du chef d'établissement

Détail du calcul :

- résidents : 45 personnes
- visiteurs : 15 personnes (1 personne / 3 résidents au titre des visiteurs)
- personnel : 12 personnes

public : 60 personnes

personnel : 25 personnes

total : 85 personnes

Établissement Recevant du Public de 4ème cat. et de type J

PRESCRIPTIONS

Prescriptions permanentes :

Vérifications techniques obligatoires (articles R143-34, GE8)

Faire vérifier, **au moins une fois par an**, par un technicien compétent :

- les installations électriques et l'éclairage de sécurité (art. EL19 et art. EC8)
- les installations de désenfumage (art. DF10)
- les installations de chauffage - y compris ramonage du conduit d'évacuation des fumées (art. CH57 et CH58)
- les réseaux et appareils fonctionnant au gaz (art. GZ30)
- les appareils de cuisson (art. GC22)
- les hottes de cuisine - y compris le conduit d'extraction (art. GC21)
- les ascenseurs (art. AS8 et AS9)
- les extincteurs (art. MS73)
- le système d'alarme incendie (art. MS73)
- le système de sécurité incendie de catégorie A (art. MS58)
- les portes automatiques (art. CO48)

Faire vérifier, **une fois tous les trois ans**, par un organisme agréé :

- le système de sécurité incendie de catégorie A (art. MS73)
- le système de désenfumage mécanique (art. DF10)

Faire vérifier, **une fois tous les 5 ans**, par un organisme agréé :

- les ascenseurs (art. AS9)

Tenir à jour le registre de sécurité en y inscrivant notamment les dates des vérifications techniques accompagnées du nom et de la signature du vérificateur (art. R143-44 du code de la construction et de l'habitation).

Ce registre contiendra notamment les consignes d'évacuation prenant en compte les différents types de handicap (art. GE3).

Nouvelles prescriptions :

Ordre	Libellé
1	Adresser au maire de la commune qui transmettra au secrétariat de la commission de sécurité, les justificatifs de levée d'observations : - du rapport de vérification annuel DEF sur le SSI de catégorie A (art. R123.44).

Propositions et remarques éventuelles :

1. La commission rappelle l'obligation pour les propriétaires des établissements recevant du public d'installer un défibrillateur automatisé externe selon le calendrier suivant :

- le 1er janvier 2020 pour les ERP de catégories 1 à 3 ;
- le 1er janvier 2021 pour les ERP de catégorie 4 ;
- le 1er janvier 2022 pour les ERP de catégorie 5 suivants : les structures d'accueil pour personnes âgées, les structures d'accueil pour personnes handicapées, les établissements de soins, les gares, les établissements sportifs clos et couverts ainsi que les salles polyvalentes sportives.

(Décret n°2018-1186 du 19 décembre 2018 relatif aux défibrillateurs automatisés externes)

AVIS

A l'issue de cette visite, les membres du groupe de visite de la commission proposent un **avis favorable** à la poursuite d'exploitation de l'établissement.
Néanmoins, les prescriptions énoncées ci-dessus devront être intégralement respectées.

Le Rapporteur,
Romain PEREZ

